

# Priorité à la négociation en mer de Chine méridionale

Les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est vont vraisemblablement opter pour des pourparlers, estiment des spécialistes. Reportage d'**An Baijie** et de **Cui Shoufeng** à Singapour.

Il est peu plausible que la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est suivent l'exemple de Manille et lancent unilatéralement une procédure d'arbitrage à l'encontre de la Chine, selon les experts qui ont participé à un séminaire sur la question de la mer de Chine méridionale, cette semaine à Singapour. Zhao Qizheng, ancien ministre du Bureau de l'information du Conseil d'État chinois, a estimé dans son discours d'ouverture que la solution la plus réaliste pour les membres de l'ASEAN serait de s'attacher à travailler avec la Chine. « Les différends en mer de Chine méridionale sont seulement un problème entre la Chine et certains États membres, pas tous », a-t-il déclaré. Oh Ei Sun, maître de recherche à l'Institut de défense et des études stratégiques de l'Université de technologie de Nanyang à Singapour, a jugé que la plupart des pays de l'ASEAN vont vraisemblablement continuer d'appeler à un règlement pacifique des litiges et au respect du droit international. « Il y a peu de chances que le Vietnam entame une procédure semblable, car il a toujours eu une façon particulière de résoudre les divergences avec la Chine, parfois par des filières de partie à partie », a-t-il dit. Il a indiqué que la Chine et de nombreux membres de l'ASEAN travaillaient ensemble sur des projets d'infrastructures et il a préconisé un accroissement des échanges en plus des accords économiques. « Ce que nous ne voudrions pas voir, c'est une escalade de la course aux armements dans cette partie du monde. Si nous parvenions au moins à mettre de côté provisoirement les désaccords, la relation entre de nombreux pays de l'ASEAN et la Chine serait plus cordiale. Nous faisons beaucoup d'affaires ensemble ». Katherine Hui-Yi Tseng, attachée de recherche à l'Institut d'Asie de l'Est à l'Université de Singapour, a indiqué que d'autres membres de l'ASEAN



Près de 1 000 chinois ont manifesté à Londres le 16 juillet contre la décision rendue par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.  
LI WENSHA / CHINA DAILY

avaient adopté une attitude attentive sur les différends entre la Chine et les Philippines. « Ils ne vont certainement pas prendre des mesures de sitôt parce que cette décision (un jugement du tribunal de la Haye le 12 juillet concernant le statut de certaines caractéristiques terrestres) ne sert pas leurs revendications, en réalité », a-t-elle dit avant le séminaire. « À court terme, ces pays de l'ASEAN ne vont pas engager un procès contre la Chine. L'annonce d'une telle mesure relève plus d'une tactique consistant à prendre la température de l'eau dans l'espoir d'arracher plus de concessions à la Chine ». Pour Wang Yuzhu, un spécialiste des études Chine-ASEAN à l'Académie

“  
**Les différends en mer de Chine méridionale sont seulement un problème entre la Chine et certains États membres, pas tous.”**

Zhao Qizheng  
ANCIEN MINISTRE DU BUREAU DE L'INFORMATION DU CONSEIL D'ÉTAT CHINOIS

chinoise des sciences sociales, les pays de l'Asie du Sud-Est peuvent bénéficier des nombreux projets proposés par la Chine, notamment l'Initiative de la Ceinture économique et de la Route de la soie maritime ou la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. « Aujourd'hui, on a davantage à travailler avec la Chine », a-t-il dit. « Je pense que les hommes politiques le savent. Ils exacerbent la question de la mer de Chine méridionale simplement parce qu'ils font d'autres calculs politiques. Ils oublient l'intérêt des gens ordinaires ». Au cours du séminaire, un chercheur chinois a réfuté l'affirmation selon laquelle la Chine cherche à diviser l'Association des Nations de l'Asie

du Sud-Est en se tournant vers des pays comme le Cambodge et le Laos pour appuyer dans ses différends maritimes avec les Philippines. Fan Jishe, maître de recherche à l'Institut des études américaines de l'Académie chinoise des sciences sociales, a déclaré que les États-Unis s'appliquaient à faire en sorte que la plupart des pays de l'ASEAN soient en conflit avec la Chine, ce qui a des relents de la Guerre froide selon lui. « Cela va déchirer l'intégrité régionale élaborée au fil des dernières décennies et les pays de l'Asie du Sud-Est vont peut-être devoir choisir leur camp. Ce n'est pas dans l'intérêt des pays de l'ASEAN ».

## Entraîner les États-Unis dans le conflit n'est « pas la solution »

Par **An Baijie** à Singapour

Les Philippines ne devraient pas compter sur les États-Unis pour régler les différends en mer de Chine méridionale car ils ne feront pas la guerre à la Chine sur cette question, selon un universitaire singapourien. Les désaccords maritimes entre la Chine et les Philippines ne sont pas un intérêt majeur pour les États-Unis, mais ils le sont pour la Chine et celle-ci se battra pour défendre ses intérêts nationaux, a indiqué Zheng Yongnian, directeur de l'Institut d'Asie de l'Est à l'Université nationale de Singapour. M. Zheng est un spécialiste et un observateur chevronné de la transformation et des relations extérieures de la Chine. « Je ne pense pas que les États-Unis feront la guerre à la Chine sur cette affaire, non seulement pour des raisons de politique intérieure mais aussi pour des questions de

ressources », a-t-il dit en marge d'un séminaire sur la mer de Chine méridionale, le 18 juillet à Singapour. Selon lui, les Philippines et les autres pays de l'Asie du Sud-Est devraient formuler leur propre politique plutôt que de dépendre des États-Unis ou du Japon pour résoudre le problème. « Ils (les États-Unis et le Japon) sèmeraient la pagaille et puis s'en iraient ». Et d'ajouter que ces pays ne sont pas partie prenante dans la question de la mer de Chine méridionale. M. Zheng appelle les États-Unis à cesser de s'ingérer dans les différends maritimes, estimant que leur intervention complique les choses. « La Chine demande seulement que les États-Unis jouent un rôle constructif dans la région. La Chine a conscience que les États-Unis existent, c'est un fait, que cela plaise ou non. Mais si les États-Unis choisissent de prendre parti, comme ils le font



Zheng Yongnian

aujourd'hui – en se rangeant du côté des Philippines –, ce n'est pas la solution ». Les désaccords maritimes entre la Chine et les Philippines sont une affaire politique plutôt que juridique, estime-t-il, et il faut les résoudre dans le cadre d'une négociation politique plutôt que par le biais d'un règlement imposé par une décision de justice. « Une affaire d'arbitrage exigerait qu'elle soit acceptée par les deux

parties concernées – ce n'est qu'à ce stade que l'on peut faire appel à la démarche juridique ». M. Zheng conteste également le sens du jugement arbitral rendu le 12 juillet à La Haye, faisant remarquer que si l'île Taiping n'est pas une île, comme indiqué dans le jugement, la carte du monde devrait être revue car de nombreuses îles occupées par d'autres pays, dont le Japon, seraient dans la même catégorie. « Si la décision du tribunal était appliquée, cela poserait beaucoup de problèmes dans le monde entier, pas seulement dans la région ». Pour lui, les parties directement concernées devraient reprendre les pourparlers bilatéraux et les négociations, M. Zheng ajoutant que la Chine avait montré l'exemple en réglant ses désaccords frontaliers avec le Vietnam par la négociation. « La Chine et le Vietnam n'ont pas invoqué

une loi quelconque, l'affaire étant au contraire solutionnée dans le cadre d'une discussion politique. C'est comme ça qu'on résout un problème. Aucun problème n'est résolu par des mesures juridiques ». La procédure légale a fait intervenir une troisième partie qui n'avait aucune idée de l'histoire et de la complexité de la question, indique-t-il. Cette question devrait être traitée selon les recommandations formulées par l'ancien dirigeant chinois Deng Xiaoping, pour qui il convient de mettre de côté les désaccords et de développer les ressources naturelles conjointement. « C'est parce que la question est très compliquée, historiquement et actuellement, que personne ne peut la solutionner. Il nous faut donc mettre ça de côté et collaborer sur le développement en commun ». Et M. Zheng de conclure : « c'est la seule solution ».

### Ce qu'ils en disent

**Swaran Singh**, professeur à l'École des études internationales de l'Université Jawaharlal Nehru à New Delhi.



La décision (dans l'arbitrage demandé par Manille) est étroitement légaliste et excessivement ambitieuse. Elle a sérieusement transgressé le principe de base de l'arbitrage qui exige que toutes les parties à un litige en fassent conjointement la demande et aussi qu'elles prennent part à la procédure. La Chine n'ayant fait ni l'une ni l'autre n'est pas tenue par ce jugement.

**Katherine Hui-Yi Tseng**, attachée de recherche à l'Institut d'Asie de l'Est à l'Université de Singapour.



La ligne en neuf traits a été établie (par la Chine) bien avant la Convention (sur le droit de la mer) et n'avait pas rencontré d'objections flagrantes. La décision du tribunal d'exclure totalement de son examen le facteur du « droit historique » est donc illégitime. Cette question du « droit historique » n'est pas de nature à faire l'objet d'un jugement mais elle devrait être traitée conformément au scénario législatif de la Convention.

**Vannarith Chheang**, président de l'Institut cambodgien des études stratégiques.



Le dialogue et les négociations politiques sont plus appropriées et plus efficaces. L'ASEAN n'a pas de mandat pour s'ingérer dans les conflits de souveraineté entre ses membres ou entre ses membres et d'autres pays. Il n'entre pas dans les règles de l'ASEAN de publier une déclaration commune à l'appui d'une décision de justice quelconque.

**Zheng Yongnian**, directeur de l'Institut d'Asie de l'Est à l'Université nationale de Singapour.



Les États-Unis n'ont ni la volonté ni les moyens de se lancer dans une guerre avec la Chine sur la question de la mer de Chine méridionale, parce qu'ils (les deux pays) ont beaucoup d'intérêts en partage dans la région. La Chine n'a pas l'intention de chasser les États-Unis (des eaux concernées) mais elle veut que ces derniers jouent un rôle constructif dans les affaires régionales plutôt que de les internationaliser. Ils (les deux pays) doivent collaborer ».

**Zhang Junshe**, maître de recherche à l'Institut de recherche sur les études militaires navales de l'Armée populaire de libération.



Il est improbable que la Chine se retire de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer dans un avenir proche, ou qu'elle se précipite pour désigner une zone d'identification de défense aérienne en mer de Chine méridionale, bien qu'elle ait le droit de le faire ».

**Fan Jishe**, maître de recherche à l'Institut des études américaines de l'Académie chinoise des sciences sociales.



La « nouvelle politique asiatique » de Washington adoptée par le président Barack Obama, a débouché sur le danger que les pays de l'Asie du Sud-Est soient dans l'obligation de choisir un camp entre la Chine et les États-Unis, ce qui ne manquera pas d'être très préjudiciable aux pays de la région.